

Communiqué du Conseil d'Etat

21 septembre 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Acquisition de terrain dans le périmètre du « Jardin des Nations » en faveur de la Genève internationale	4
Genève-Confédération	5
Oui à la correction des primes payées entre 1996 et 2011	5
Soutien à la levée de l'interdiction du diagnostic préimplantatoire en Suisse	5
Genève	7
La commune de Meyrin au bénéfice d'un nouveau plan directeur communal.....	7
Construction de logements à Versoix	7
Approbation du plan directeur des chemins pour piétons de Coligny	8
Adoption du règlement sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins particuliers ou handicapés.....	8
Anticiper l'avenir de la gestion des déchets à Genève	9
Eclosion SA : avenant au contrat de prestations	9
Prolongation de la validité du Plan de mesures OPair 2003-2010	10
La direction générale de la nature et du paysage se réorganise.....	10
Activité de la Fondation d'aide aux entreprises en 2010	11
Rapport annuel et comptes 2010 de la Fondation pour les terrains industriels de Genève	11
Modification du règlement sur les commissions officielles	12
Entrée en vigueur d'une loi	13
Agenda des invitations à la presse	14

Genève internationale

Acquisition de terrain dans le périmètre du « Jardin des Nations » en faveur de la Genève internationale

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi ouvrant un crédit extraordinaire de 13 millions de francs destiné à financer l'acquisition d'une parcelle au lieu-dit « Le Grand Morillon » au Petit-Saconnex. D'une superficie d'environ 27'000 m², ce périmètre est situé en bordure de la route de Ferney et en contrebas du bâtiment principal de l'Organisation internationale du travail.

Il est prévu de réaliser sur cette parcelle un espace vert et un ou des bâtiments totalisant 6000 à 7000 m² de surfaces brutes de plancher, affectés à des organisations internationales.

Actuellement situé en 5^e zone (villas), ce terrain fait partie du plan directeur de quartier du « [Jardin des Nations](#) », adopté le 23 mars 2005 par le Conseil d'Etat (voir [point de presse](#)).

L'objectif poursuivi est la maîtrise foncière, par l'Etat, d'un secteur stratégique. Les besoins de constructions liés à la Genève internationale sont en effet persistants et il est crucial d'y répondre. Le Conseil d'Etat estime par conséquent particulièrement judicieux que l'Etat de Genève se porte acquéreur du terrain concerné.

Rappelons que la réponse aux besoins de constructions des organisations internationales est généralement assurée par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI).

Pour toute information complémentaire : M. Pascal Chobaz, directeur des opérations foncières, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 60 50.

Oui à la correction des primes payées entre 1996 et 2011

En réponse à une consultation du Département fédérale de l'intérieur, le Conseil d'Etat indique qu'il accueille favorablement le [projet de modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie \(LAMal\) qui a pour but de corriger rétroactivement les déséquilibres de primes d'assurance-maladie payées entre 1996 et 2011](#).

Le mécanisme proposé consiste à réduire la diminution des primes liée à la redistribution du produit de la taxe CO₂ (environ Fr. 5.- par mois) pour les assurés des cantons dont les primes n'ont pas couvert les coûts.

Les montants ainsi épargnés seraient redistribués à titre de compensation aux assurés des cantons dont les primes ont été surévaluées. Chaque assuré genevois se verrait ainsi rembourser environ 90 francs par année durant une période de 5 à 6 ans, ce qui représenterait au total environ 228 millions de francs.

Le Conseil d'Etat estime que cette solution représente un compromis judicieux, juste et approprié du point de vue politique, tant pour les cantons bénéficiaires que pour les cantons contributeurs.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, secrétaire adjoint, DARES, ☎ 022 546 88 08.

Soutien à la levée de l'interdiction du diagnostic préimplantatoire en Suisse

Le Conseil d'Etat a répondu à une [consultation](#) du Département fédéral de l'intérieur portant sur la modification de l'article 119 de la Constitution fédérale et de la loi sur la procréation médicalement assistée (diagnostic préimplantatoire).

Le diagnostic préimplantatoire (DPI) est utilisé lorsque des anomalies génétiques pouvant générer des maladies héréditaires graves sont identifiées. Le projet proposé va dans le sens d'une plus grande libéralisation et répond ainsi aux attentes tant des usagers que des professionnels impliqués dans la médecine de reproduction. Il maintient toutefois une réglementation stricte afin d'écarter tout risque de choix du sexe ou de sélection d'un « bébé médicament ».

Le Conseil d'Etat salue la volonté du législateur fédéral de lever l'interdiction du DPI en Suisse.

Il propose, toutefois, quatre modifications à ce projet :

- le dépistage préimplantatoire des aneuploïdies (anomalies chromosomiques à l'origine de syndromes malformatifs) doit être autorisé en même temps que le DPI ;
- la cryoconservation doit être autorisée pendant dix ans et non pas cinq ans ;
- le nombre d'embryons développés pour le DPI ne doit pas être limité à huit ;

- le DPI ne doit pas être limité aux maladies se déclarant avant l'âge de cinquante ans.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.

La commune de Meyrin au bénéfice d'un nouveau plan directeur communal



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur de la commune de Meyrin.

Bien que traversée par d'importants axes routiers – la route de Meyrin, qui relie le bassin de vie du Pays de Gex au centre-ville genevois, ainsi que l'autoroute de contournement –, la commune de Meyrin a réussi jusqu'à ce jour à assurer un développement rapide selon plusieurs centralités. Toutefois, sa situation géographique particulière qui en fait un pôle économique régional important, au centre de plusieurs projets d'urbanisation de première importance (futur Ecoquartier des Vergers), nécessite que la commune se dote d'un outil de réflexion approprié. Ce plan directeur communal lui permettra de maîtriser les incidences directes de son développement tout en conservant durablement son identité et une qualité de vie agréable.

Il comprend notamment le développement d'espaces publics dans la cité tel que la requalification de la rue Lect – avenue de Mategnin ou celle du square rue Virginio-Malnati. Selon les principes du développement durable, un plan lumière permettra de faire progresser le réseau d'éclairage public vers un système plus écologique et plus économique tout en améliorant le confort nocturne des résidents. Enfin, le développement de nouveaux emplois est attendu, en particulier dans la ZIMEYSA, qui associera une mobilité durable à un cadre de travail attractif.

Avec son plan directeur communal, Meyrin se dote d'un instrument d'aménagement du territoire qui permettra une bonne collaboration avec l'Etat de Genève dans la gestion des projets futurs concernant la commune.

Pour toute information complémentaire : MM. Fabio Dubs et Pascal Bodin, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 74.

Construction de logements à Versoix

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant les limites de zones de trois parcelles situées le long du chemin Franconis, sur la commune de Versoix.

D'une superficie d'environ 3800 m², le périmètre du déclassement concerne trois parcelles actuellement situées en zone agricole, mais n'ayant plus aucune fonction agricole. Ce projet permettra la construction de logements en lieu et place d'un bâtiment rural détruit suite à un incendie en juin 2008. La reconstruction du volume bâti préexistant garantira une bonne intégration paysagère. Ce projet de déclassement respecte les critères d'une utilisation rationnelle de la zone à bâtir.



Le projet de modification des limites de zones est conforme au [plan directeur cantonal](#) mis à jour en 2010, approuvé par le Conseil d'Etat le 6 octobre 2010 (voir [point de presse du 7 octobre 2010](#)) et par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 31 mars 2011 ([fiche n° 2.04 du schéma directeur cantonal « extensions urbaines dans la zone agricole »](#)). Il est également conforme au plan directeur communal.

L'enquête publique ouverte du 21 mars au 20 avril 2011 a donné lieu à une observation. Le Conseil municipal de Versoix a par ailleurs préavisé favorablement ce dossier le 27 juin 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Scattolin, directeur ad interim des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 91.

Approbation du plan directeur des chemins pour piétons de Cologny



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur des chemins pour piéton de la commune de Cologny.

Par sa situation en belvédère, le coteau urbanisé de Cologny offre des vues imprenables sur le grand paysage (lac, jura, alpes et campagne). La morphologie du réseau des voies de communication communal se caractérise par une adaptation aux courbes de niveaux où de nombreux chemins de traverse mettent en relation le bord du lac et la ligne de crête.

En accord avec la fiche B05 du plan directeur cantonal en cours de validation, les options du plan directeur visent à améliorer la sécurité et le confort des chemins pour piétons, en assurant sa continuité et son intercommunalité au réseau mode doux.

Par l'analyse des chemins existants et la suggestion du tracé à envisager, le plan directeur tend à définir un réseau de mobilité douce et les démarches à entreprendre pour y parvenir.

Avec son plan directeur des chemins pour piétons, Cologny se dote aujourd'hui d'un instrument d'aménagement du territoire qui permettra une bonne collaboration avec l'Etat de Genève dans la gestion des projets futurs concernant la commune. Il permet également de répondre à la législation qui confie aux communes la responsabilité de l'élaboration d'un tel plan.

Pour toute information complémentaire : Fabio Dubs et Laetitia Cottet, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 73.

Adoption du règlement sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins particuliers ou handicapés

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement d'application de la [loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins particuliers ou handicapés \(LIJBEP\)](#) du 14 novembre 2008, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Ce règlement concrétise à la fois les dispositions de la LIJBEP et celles de l'[Accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée](#), auquel le canton de Genève a adhéré le 18 décembre 2008.

Les principes de base régissant le domaine de la pédagogie spécialisée sont les suivants : la pédagogie spécialisée fait partie du mandat public de formation, les solutions intégratives sont préférées aux solutions séparatives, dans le respect du bien-être et des possibilités de développement de l'enfant ou du jeune concerné et en tenant compte de l'environnement et de l'organisation scolaire. Le principe de la gratuité

prévaut, une participation financière peut être exigée des titulaires de l'autorité parentale pour les repas et la prise en charge. Les titulaires de l'autorité parentale sont associés à la procédure de décision relative à l'attribution de mesures de pédagogie spécialisée. (art. 2 de l'accord intercantonal).

Respectant ces différents principes, le règlement définit l'offre de prestations en matière de pédagogie spécialisée, les ayants droit, les prestataires, les compétences des différentes autorités intervenant dans le domaine de la pédagogie spécialisée et les procédures à suivre.

L'office médico-pédagogique devient l'autorité scolaire responsable de l'enseignement spécialisé et du suivi de ces élèves. La détermination des besoins en pédagogie spécialisée se fait au moyen d'une procédure standardisée, élaborée et adoptée par la conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Chaque élève auquel une prestation de pédagogie spécialisée aura été octroyée bénéficiera d'un projet éducatif individuel qui fera l'objet d'évaluations régulières.

*Pour toute information complémentaire : Mme Jacqueline Horneffer, secrétariat général, DIP,
☎ 022 546 69 20.*

Anticiper l'avenir de la gestion des déchets à Genève

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de l'ouverture d'un processus de réflexion relatif à l'avenir de la gestion des déchets du canton de Genève.

Cette démarche vise à planifier les modalités de traitement et de valorisation des déchets, dans l'optique d'une arrivée en fin de vie, à moyen terme, des équipements de l'actuelle usine d'incinération des Cheneviers.

Le comité de pilotage chargé de mener à bien ces réflexions est composé de représentants du département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE), des Services industriels de Genève (SIG), de la Ville de Genève et des communes genevoises.

Ces travaux ont été initiés au début 2011 et leur résultat fera l'objet, en temps opportun, d'une restitution auprès du Conseil d'Etat.

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général, office de l'environnement, DSPE, ☎ 022 388 80 01.

Eclosion SA : avenant au contrat de prestations

Le gouvernement a adopté un avenant au contrat de prestations conclu entre l'Etat de Genève et [Eclosion SA](#), lui permettant de séparer ses prestations et ses activités de soutien à l'innovation et à la création d'entreprises dans le domaine des sciences de la vie, de son activité d'investissement destinée à financer le capital d'amorçage des sociétés incubées. Il est prévu que ces dernières activités soient reprises par un fonds privé, Eclosion2 & Cie, société en commandite de placements collectifs.



Rendue nécessaire du fait de la non-reconduction de la loi fédérale sur les sociétés de capital risque entrée en vigueur au 1^{er} mai 2000 pour une durée de dix ans, ladite scission n'a aucun effet sur les éléments essentiels du contrat de prestations conclu avec Eclosion SA telles que le montant de la subvention étatique, les objectifs du contrat de prestations, les règles de thésaurisation ou la recherche de financement.

Le contrat de prestations arrive à échéance le 31 décembre 2012.

Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.

Prolongation de la validité du Plan de mesures OPair 2003-2010

Le Conseil d'Etat a prolongé jusqu'en 2012 la validité du [Plan de mesures OPair](#) actuel, afin de permettre la continuité de l'application des mesures dudit plan en attendant l'adoption de sa nouvelle version.

Le Plan de mesures OPair est un instrument de gestion et coordination important au niveau cantonal, permettant de prendre en compte l'assainissement de la qualité l'air dans des domaines variés comme l'aménagement du territoire, les transports, l'efficacité énergétique ou la communication. Dans ce contexte, sa mise en œuvre ne peut déployer ses effets que sur le long terme.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Royer, directeur a.i. du service de protection de l'air, DSPE, ☎ 022 388 80 41.

La direction générale de la nature et du paysage se réorganise

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement sur l'organisation de l'administration cantonale qui entérine la nouvelle organisation de la direction générale de la nature et du paysage (DGNP) en trois directions :

- la direction de la biodiversité regroupe désormais la conservation et la gestion de la nature, les biotopes protégés, la faune, la pêche, la flore. Elle s'occupe aussi de l'information et de la promotion de la biodiversité, ainsi que du lien avec l'agriculture ;
- la direction des espaces naturels a pour tâche de gérer les grands écosystèmes du canton que sont les cours d'eau, le lac et les forêts, en y accueillant les loisirs de la population. Il lui appartient également de gérer les infrastructures (portuaires) et d'établir le lien avec la politique de l'eau ;
- la direction du paysage regroupe la conservation et la gestion des arbres, de la nature et du cadre de vie en ville, ainsi que des paysages. Elle s'occupe aussi de coordination des préavis ainsi que du lien avec l'aménagement du territoire, le logement, la mobilité et l'économie.

Cette nouvelle organisation permet d'offrir des points d'entrée uniques plus clairs pour les partenaires et de gagner en efficacité par un meilleur encadrement et regroupement des métiers et fonctions similaires en pôles de compétences.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Matthey, secrétaire général, DIM, ☎ 022 327 96 02.

Activité de la Fondation d'aide aux entreprises en 2010

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand-Conseil le rapport d'activité de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE) pour l'année 2010, duquel il ressort que l'activité globale de la FAE a continué à augmenter.

La FAE apporte aux entreprises genevoises des solutions de financement sur mesure, subsidiaires aux sources de financement traditionnelles.

Pour l'année 2010, la FAE a ainsi enregistré 300 entretiens préliminaires (contre 226 en 2008 et 387 en 2009). 92 dossiers ont été présentés au Conseil de fondation et 60 demandes ont été acceptées (contre 60 demandes présentées dont 48 acceptées en 2008, respectivement 92 dossiers présentés dont 58 acceptés en 2009), représentant 808 emplois maintenus et/ou créés (contre 318 en 2008 et 782 en 2009).

Depuis le 1^{er} juillet 2006, la FAE a permis de maintenir et/ou créer 2103 emplois dans des sociétés comptant 9,35 collaborateurs en moyenne, pour un coût moyen de 25'000 francs par emploi maintenu et/ou créé.

Durant les années 2009 et 2010, la FAE s'est engagée pour quelque 20 millions de francs en moyenne chaque année, contre 13 millions de francs les années précédentes.

Alors que la crise semblait s'estomper et qu'une solide reprise économique était annoncée, la cherté du franc suisse que l'on constate aujourd'hui continue à donner tout son sens aux activités de la FAE.

Pour toute information complémentaire : Mme Emanuela Dose Sarfatis, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 59.

Rapport annuel et comptes 2010 de la Fondation pour les terrains industriels de Genève

Le Conseil d'Etat a approuvé le rapport annuel et les comptes de la Fondation pour les terrains industriels (FTI) pour l'exercice 2010.

Il en ressort une perte globale de l'entreprise de 291,3 millions de francs. Ce résultat exceptionnel est uniquement dû à l'échange de terrains opérés entre la FTI et l'Etat de Genève à fin 2010 dans le but de favoriser le développement du projet Praille-Acacias-Vernets. Ainsi, une moins-value nette de 308,5 millions de francs liée à cette opération extraordinaire a été enregistrée. Les opérations ordinaires de la FTI ont quant à elles permis de dégager un bénéfice de 17,2 millions de francs (+3,7% par rapport au budget 2010).

En 2010, la FTI a réalisé pour quelque 17,5 millions de francs d'investissements, augmentant son offre potentielle aux entreprises par l'acquisition de 77'174 m² (+7,2%) de terrains et de 9'601 m² (+35,2%) de bâtiments.

Fondation de droit public, la FTI joue un rôle déterminant dans le développement économique du canton par la mise à disposition, à des conditions concurrentielles, de terrains et de bâtiments à des PME et à des groupes industriels. Elle gère pour son propre compte, pour l'Etat de Genève et pour les communes 526 hectares, soit 63% des terrains industriels du canton, répartis dans onze périmètres industriels différents où sont établies quelque 2626 entreprises représentant près de 35'143 emplois. La FTI est une condition-cadre indispensable au maintien et au développement des secteurs industriels et technologiques à Genève. Elle facilite le relogement des entreprises genevoises à la recherche de nouveaux sites de production ainsi que l'implantation de nouvelles entreprises suisses ou étrangères.

Pour toute information complémentaire : Mme Delphine Perrella Gabus, attachée de direction, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 37.

Modification du règlement sur les commissions officielles

Le Conseil d'Etat a procédé à une modification du règlement sur les commissions officielles afin de supprimer la commission d'examens pour les entreprises de sécurité de la liste desdites commissions.

Dans la mesure où elle est exclusivement composée de fonctionnaires, la commission d'examens pour les entreprises de sécurité est en effet clairement exclue du champ d'application de la loi sur les commissions officielles, du 18 septembre 2009 (article 1, alinéa 2, lettre b).

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DSPE ☎ 022 327 92 11.

Entrée en vigueur d'une loi

Au cours de sa séance, le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi suivante :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTREE EN VIGUEUR
Loi du 27.05.2011, modifiant la loi sur l'organisation judiciaire (E 2 05) (L10761)	Conseil d'Etat	Mardi 27 septembre 2011 (au lendemain de la promulgation dans la FAO), à l'exception de l'article 2, alinéa 9, soumis en votation populaire le 27 novembre 2011.

Le lien hypertexte vers la loi sera activé le jour de sa parution dans la FAO.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
21 septembre 17h00	Direction générale de la mobilité : résultats du rapport d'audit	Salle 2 du DIP 6, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Armelle Combre ☎ 022 546 76 07
22 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2012 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07
29 septembre 14h30	Coûts de la santé à Genève	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14